Les élus du Département du Loiret sanctionne suite aux malversations le responsable des ogec du Loiret c'est-à-dire l'évêque d'Orléans, Mr Jacques Blaquart, en supprimant les subventions Falloux à tous ses établissements scolaires autrement dit ils l'incitent à se comporter à comme Augias.

Alors que les gestionnaires de l'établissement scolaire saint-Louis avaient produits des faux au détriment de la SCI du château de Montargis pour obtenir des subventions d'investissements au titre des Lois Falloux et Astier, alors que le Procureur de la République à Montargis a validé le non-lieu accordé par le Juge d'instruction à ces indélicats gestionnaires catholiques de surcroit, alors que la Cour d'appel d'Orléans pour ne pas revenir sur ce non-lieu ce nom lieu a trouvé comme prétexte que le contrat tripartite (Collectivités, établissement scolaire saint-Louis et SCI du château de Montargis) donnant lieu à versement de subventions, l'article portant sur la « garantie » étant mal rédigé n'avait donc pas de valeur juridique mettant alors alors le Département et la Région dans l'incapacité de récupérer leurs subventions si l'établissement scolaire saint-Louis perdait son contrat avec l'Etat, fermait, déménageait ou déposait bilan (ces derniers cas sont probable aux vues des effectifs scolarises, des résultats aux examens et des déficits financiers récurrents), les élus du Département ont résolu le problème en supprimant les subventions au titre de 2018. Suppression qui ne s'applique pas au seul établissement scolaire saint-Louis à Montargis mais à tous les établissements privés catholiques sous contrat avec l'Etat du Loiret. Ainsi l'évêque d'Orléans qui a protégé ses collaborateurs délictueux se voit sévèrement sanctionné. Ainsi en 2018 les loirétaines et loirétains n'auront pas à payer par leurs impôts les affres et indélicatesses des établissements scolaires privés catholique du Loiret avides de subventions d'investissements. Esperons que pour Montargis ces mêmes élus emplis de sagesse sauront reconduire cette sanction pour 2019, le bail de cet établissement s'interrompant sans renouvellement en mars 2026 donc dans les faits en septembre 2025.

